

La société civile exprime son vote de non confiance sur le système des diamants de conflit

Les organisations de la société civile ont aujourd'hui exprimé un vote de non confiance dans le Processus de Kimberley et ont quitté la réunion intersessionnelle qui se tenait à Kinshasa. Cette action a été menée en signe de protestation contre l'incapacité du PK à répondre aux violations des droits humains associés au commerce des diamants. Le Processus de Kimberley a été créé pour briser les liens entre les diamants et la violence. Pour atteindre cet objectif, il regroupe les gouvernements, l'industrie diamantifère et la société civile. Cependant, les organisations de la société civile de l'Afrique de l'Ouest, Centrale et Australe, de l'Europe et de l'Amérique du Nord sont consternées par le fait que le schéma actuel ne réalise pas ses buts les plus fondamentaux:

- Il est incapable de demander des comptes aux participants qui enfreignent aux règles de base ;
- Il est incapable de briser totalement le lien entre le diamant et la violation des droits humains ;
- Il ne fournit pas des garanties aux consommateurs qui souhaitent acheter des diamants «propres» ;
- Le respect et le soutien de la société civile, élément clé de la structure tripartite du PK, sont érodés.

« Nous représentons les communautés qui ont souffert des guerres et conflits alimentés par les diamants d'une part, et les communautés qui espèrent tirer profit de la richesse du diamant, » dit Aminata Kelly-Lamin de Network Movement for Justice and Development, Sierra Leone. «Il n'est plus possible pour nous de retourner vers ces communautés, et de leur dire en toute franchise que le Processus de Kimberley travaille à protéger leurs intérêts, alors qu'il est loin de le faire. »

Depuis deux ans le Processus de Kimberley fait face à un des plus grands défis, c'est-à-dire comment répondre aux problèmes des violations des

droits humains par les forces gouvernementales dans le Marange au Zimbabwe. Suite à une succession de compromis entre le Zimbabwe et le Processus de Kimberley, un accord qui est loin d'être suffisant pour protéger les civils qui vivent et travaillent au Marange a été proposé cette semaine. De plus, cette proposition d'accord n'offre pas de protection crédible pour les membres de la société civile Zimbabwéenne qui font le suivi des conditions sur terrain. Elle n'est pas assez équilibrée pour empêcher que des quantités importantes de diamants en contrebande n'infectent la chaîne d'approvisionnement mondiale.

-30-

Contact: Alan Martin +1-613-983-6817